

# PLAN GENERAL SIMPLIFIE DE COORDINATION

**Opération :** Réfection de couverture - Immeuble Varende - RUGLES

**Client :** LOGEMENT FAMILIAL DE L'EURE

**Adresse des travaux :** rue du Docteur Goupil Immeuble "La Varende"  
27250 RUGLES

**Aff. N° :** C-ROCS-2024-30-219584

**Opération de catégorie :** Niveau 3

**CSPS :** Laetitia FAUVEL

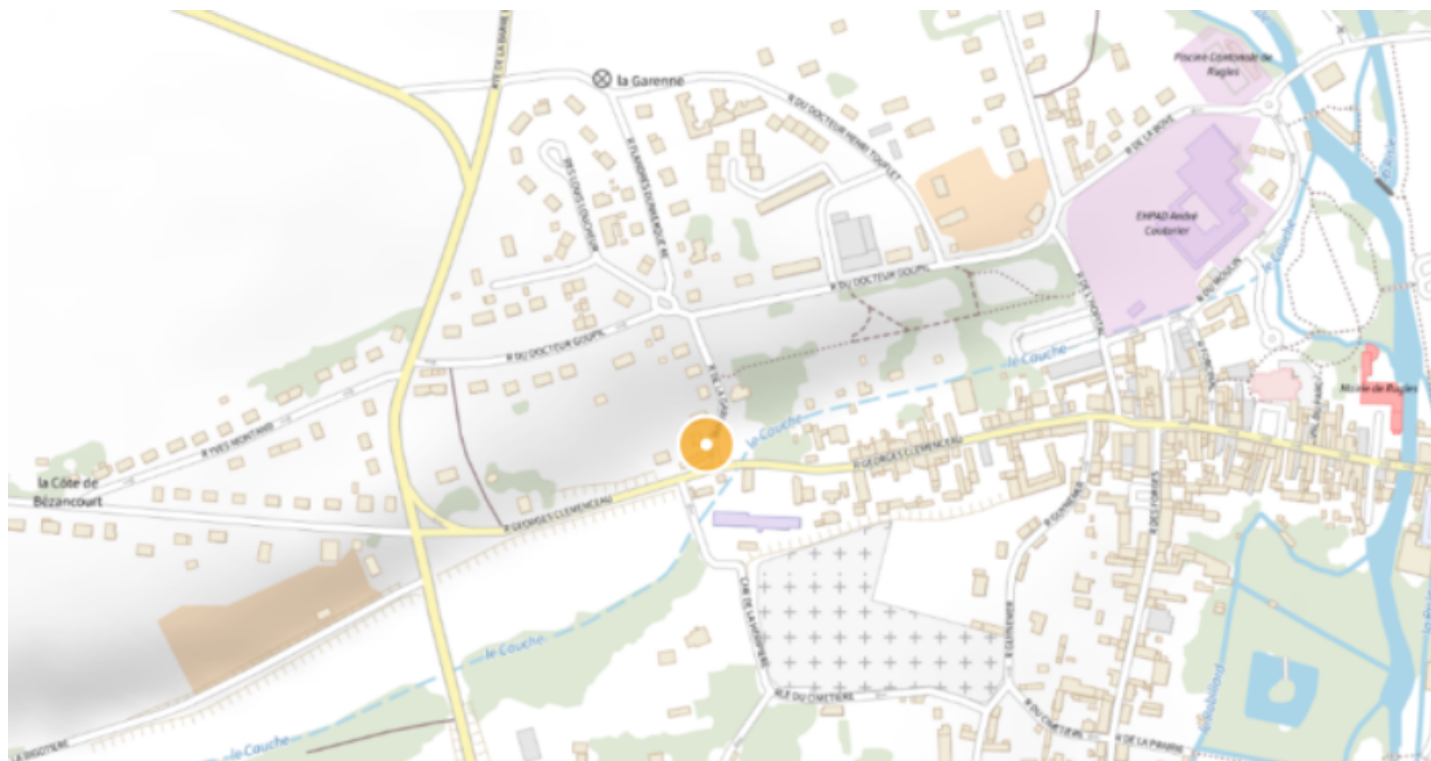
**Mail :** [laetitia.fauvel@btp-consultants.fr](mailto:laetitia.fauvel@btp-consultants.fr)

**Agence :** Agence Rouen  
Seine Créapolis Sud  
1690, rue Aristide Briand  
76650 PETIT-COURONNE

**Fixe :** +33242060323

**Initié le :** 20/03/2024

**Date de mise à jour :** 22/03/2024



Indice	Date	Modifications apportées	Nom du RM	Phase
0	20/03/2024		Laetitia FAUVEL	Conception
1	22/03/2024	Mises à jour : * Adresse chantier : rue du Docteur Goupil Immeuble "La Varende" - 27250 RUGLES * Modification information contact : Mme DESMARES - Maitre d'œuvre	Laetitia FAUVEL	Conception

## Sommaire

<b>Renseignements administratif</b>	4
1. Description sommaire de l'opération	4
2. Planning prévisionnel	4
3. Catégorie de l'opération	4
4. Mode de consultation des entreprises et allotissement	4
5. Coordonnées des intervenants	4
<b>Synthèse d'organisation du chantier arrêtée par le maître d'oeuvre en concertation avec le CSPS</b>	5
1. Particularités de l'opération	5
2. Polluants	6
3. PIC	7
4. Réseaux	7
5. Installations de chantier	9
6. Circulations piétons et véhicules	12
7. Stockage	13
8. Évacuation des déchets et matériaux	14
9. Manutention, appro et levage	14
10. Échafaudages	15
11. Protections Collectives	16
12. Spécificités complémentaires	17
13. Secours	19
<b>Mesures de coordination prises par le CSPS en concertation avec le maître d'œuvre et les sujétions qui en découlent</b>	20
1. Autorité et moyens donnés au CSPS	20
2. Modalités d'interventions	20
3. VIC - P.P.S.P.S.	21
4. Accueil sur site et formation	21
5. Modalités de coopération	21
6. Enchaînement des tâches	22
7. Travaux superposés	22
8. Visite et courrier des Organismes	22
9. Non-respect du Code du Travail	22
<b>Cadre du document harmonisé d'organisation des livraisons en sécurité (DHOL)</b>	23

**Renseignements d'ordre administratif****1. Description sommaire de l'opération**

Réfection totale d'une couverture polluée par l'amiante

**2. Planning prévisionnel**

- Délai prévisionnel : 3 mois
- Démarrage prévisionnel : 1er Semestre 2024
- Effectif prévisionnel : -

**3. Catégorie de l'opération**

L'opération est classée en catégorie 3

**4. Mode de consultation des entreprises et allotissement**

Le marché de Travaux est passé en Entreprise générale, et alloti comme suit :

Rang : (TL) Titulaire du Lot - (ST1) Sous-Traitant de rang 1

N° de lot	Nom du lot	Entreprise	Rang
01	Désamiantage / déconstruction des cheminées	-	-
02	Révision de charpente / Couverture bac acier	-	-

**5. Coordonnées des intervenants**

Qualité	Sociétés	Adresse	Responsables	Téléphones & Emails
Maitre d'Ouvrage	LOGEMENT FAMILIAL DE L'EURE	-	Isabelle DESMARES	+33634092726 contact@isabelledesmares.fr
Maitre d'Ouvrage	LOGEMENT FAMILIAL DE L'EURE	-	Christophe TOURNANT	+33645597408 ctournant@lfeure.fr
Maitre d'Œuvre	ÉCONOMISTES DE LA CONSTRUCTION	-	Isabelle DESMARES	+33634092726 contact@isabelledesmares.fr
Non communiquée	BTP CONSULTANTS NORMANDIE	1690 Rue Aristide Briand 76650 - Petit-Couronne	ADMINISTRATIF	adm.normandie@btp-consultants.fr

Qualité	Organismes	Adresse	Responsables	Téléphones & Emails
Ingénieur en prévention	OPPBTP	-	INGENIEUR PREVENTION	caen@oppbtp.fr
Inspecteur du travail	DREETS NORMANDIE	14 Av. Aristide Briand 76000 Rouen - ROUEN	INSPECTION DU TRAVAIL - DREETS	ddets-reenseignements@eure.gouv.fr
Non communiquée	MEDECINE DU TRAVAIL	-	MEDECINE DU TRAVAIL (EURE)	santeautravail@santebtpeure.fr
Non communiquée	CARSAT NORMANDIE (14.50.61)	1 rue Ferdinand Buisson CS60301 SAINT CONTEST 14654 - CARPIQUET	ACCUEIL	prevention.caen@carsat-normandie.fr

**Synthèse d'organisation du chantier arrêtée par le maître d'oeuvre en concertation avec le CSPS****1. Particularités de l'opération**

## Contraintes spécifiques

Opération : REMPLACEMENT DE COUVERTURE AMIANTEE SUR UN IMMEUBLE COLLECTIF

Liste des lots :

- Lot 01 Désamiantage-Déconstruction
- Lot 02 Révision de charpente - Couverture bac acier

Le site est classé :

- Vent zone 2
- Neige : zone A1
- Zone climatique " H1 ".
- Classe d'exposition " Ex1".
- Exposition bruit : Br1

Servitudes / accès : à préciser

Contraintes : Les travaux auront lieu en site occupé

Polluants : Présence d'amiante (Diag - C-DI78-2024-30-217311 - 01/02/24) - Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R.4412-94 à R.4412-148 du code du travail. Elles doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R.4412-129.

## Autorisations administratives

Occupation du domaine public : demande en cours/obtenue

Modification de la circulation piétonne autour de l'emprise : demande en cours/obtenue

Modification de la circulation et du stationnement des véhicules autour de l'emprise : demande en cours/obtenue

Raccordement aux réseaux publics : demande en cours/ obtenue

## Interactions sur le site

Particularités :  
Milieu occupé

### Généralités :

Le chantier se déroulera en milieu occupé.

Dans l'exécution des travaux, chaque entreprise devra se conformer aux dispositions arrêtées par le Chef d'établissement lors de l'inspection commune.

Les entreprises détailleront dans leurs PPSPS les dispositions prises pour empêcher que les occupants ou le public aient accès à une partie quelconque du chantier : toitures, échafaudages, installations électriques provisoires, trémies, caves, ainsi qu'aux matériels et matériaux.

Chaque entreprise devra s'assurer du respect quotidien des dispositions adoptées.

Les matériaux et l'outillage ne devront gêner en aucune façon la libre circulation des personnes sur le domaine public ou dans les circulations et parties communes.

Afin d'éviter toute intrusion, les portes d'accès sur rues, les portes secondaires et celles des locaux communs seront maintenues fermées en permanence.

En phases livraisons/évacuations, ces accès devront rester sous la surveillance permanente d'un représentant de l'entreprise.

Les parties communes empruntées seront nettoyées quotidiennement.

Tous les accès, et notamment les issues de secours, devront être maintenus opérationnels. Dans le cas contraire, la condamnation, même provisoire (montage/démontage) devra avoir été validée par le Chef d'établissement.

## 2. Polluants

### Amiante

Particularités :

Diagnostic établi par : BTP DIAGNOSTICS

Le 01/02/2024

Référence : C-DI78-2024-30-217311

Périmètre du repérage : Combles et Toiture

Synthèse du diagnostic : Présence amiante - ZPSO-003a - Plaques en fibres-ciment (y compris plaques « sous tuiles »)

ZPSO-003a : Plaques en fibres-ciment (y compris plaques « sous tuiles »)						
Pièces : Toiture						
Coverage	Localisation	Zone	Matériau(s) ou produit(s)	Conclusion	BT	Photo
Plaques ondulées et plates	Toiture	Toiture	Plaques en fibres-ciment (y compris plaques « sous tuiles »)	Présence d'amiante (Après analyse en laboratoire)	PODS	



### Généralités :

### 3. PIC

#### Plans de phasage

Respect du planning de travaux élaboré par la Maitrise d'œuvre

#### Plans d'installation de chantier

Particularités :

Entreprise titulaire du lot : Lot 01 Désamiantage-Déconstruction

En phase de : Préparation de chantier

#### Généralités :

Pendant la période de préparation et au plus tard au démarrage effectif des travaux sur site, les plans d'installations de chantier seront présentés au CSPS.

Le Plan d'installation de chantier précisera, pour chaque phase principale de travaux :

- Le tracé des clôtures de chantier, avec implantation des accès véhicules et piétons;
- L'emplacement des réseaux extérieurs à l'emprise des clôtures de chantier, repérés dans un plan de synthèse, intégrant les informations obtenues dans les retours de DICT ;
- L'implantation des réseaux aériens et enterrés, fosses et regards, dans l'emprise des clôtures de chantier ;
- L'emprise des chantiers en cours dans le périmètre impacté par le démarrage de l'opération ;
- L'implantation éventuelle d'un parking pour véhicules ;
- L'implantation des dispositifs d'évacuation des déchets ;
- L'implantation des zones de livraison et de déchargement ;
- L'implantation des zones de stockage ;
- L'implantation de l'armoire électrique générale du chantier ;
- L'implantation des zones de cantonnements ;
- L'implantation des appareils de levage, avec dates d'installation et de repliement ;
- L'implantation des sapines d'accès.

### 4. Réseaux

#### Consignations

Particularités :

Entreprise titulaire du lot :

#### Généralités :

Toutes les installations maintenues actives (réseaux sous tension, canalisations sous pression, etc...) seront repérées par mise en un œuvre d'un fourreautage de couleur rouge, avec étiquetage informant de la nature du réseau et du danger.

Avant démarrage de tous travaux, un chargé de consignation sera désigné nommément dans le PPSPS de l'entreprise.

La déconsignation éventuelle des réseaux ne pourra être réalisée que par le chargé de consignation.

Avant chaque phase de travaux, l'ensemble des installations électriques, fluides et gaz situées dans l'emprise des interventions devront avoir été consignées par le chargé de consignation.

Chaque consignation/déconsignation de réseaux sera portée au registre de sécurité de l'entreprise, et signifiée à la Maîtrise d'œuvre.

### Électricité de chantier de base

**Particularités :**

- \* Entreprise titulaire du lot : lot N° 01 DESAMIANPAGE DECONSTRUCTION
- \* Précisions sur la mise en place des équipements secondaires :
  - Armoire principale au droit des installations de chantier
  - Raccordement des installations communes
  - Alimentation de la signalisation sur rue ( si nécessaire feux tricolores, clôture, etc..)
  - Armoires divisionnaires
  - Blocs prises permettant l'utilisation de 25m de rallonge maximum
  - Eclairage de chantier et balisage en 24 volts sur transformateur pour éclairage des combles
  - Fourreaux de protection sous voirie ou en aérien compris poteaux pour suspendre éventuellement les alimentations
  - L'entretien de ces installations pendant toute la durée du chantier
- \* Emplacement de l'armoire principale : à préciser au PIC

**Généralités :**

L'armoire générale de chantier sera installée à proximité du point de livraison existant, désigné par le Maître d'Œuvre.

La prestation comprendra depuis cette armoire générale, et pendant toute la durée de l'opération :

- Le branchement séparé de l'armoire au pied de chaque grue et des phares d'éclairage sur mât;
- Le branchement séparé des engins de levage ;
- Le branchement séparé des cantonnements, des bureaux de chantier et du bureau de trafic ;
- Le branchement du digicode/lecteur de badge/du lecteur biométrique contrôlant l'accès piéton au chantier
- L'éclairage de signalisation de la clôture de chantier ;
- L'éclairage de sécurité dans l'emprise chantier : aire de livraison, pistes pour véhicules de chantier, et blocs autonomes d'éclairage de secours (BAES) dans les circulations verticales et horizontales, à l'intérieur des bâtiments.

La maintenance (y compris le remplacement des lampes et luminaires, autant de fois que nécessaire), ainsi que le repliement des installations, seront dus au titre de la prestation.

La vérification des installations électriques ci-dessus sera réalisée par un organisme agréé (opération de 1° ou 2° catégorie ou opération dont la puissance excède 100 KVA) / par une personne qualifiée de l'entreprise répondant aux critères définis par l'arrêté du 22 décembre 2011 (pour les opérations de 3° catégorie, dont la puissance n'excède pas 100 KVA).

### Électricité complémentaire

**Particularités :**

Lot 01 Désamiantage-Déconstruction

**Généralités :**

La prestation comprendra depuis le réseau de l'établissement, et pendant toute la durée de l'opération :

- Le branchement et la fourniture des coffrets électriques nécessaires aux besoins du chantier, ainsi que les réseaux de distribution. Les coffrets seront montés soigneusement métal, 3P+N+T, IP 65, et comporteront à minima 4PC 16 A et 2 PC 32 A.

La maintenance (y compris le remplacement des lampes et luminaires, autant de fois que nécessaire), ainsi que le repliement des installations, seront dus au titre de la prestation.

La vérification des installations électriques ci-dessus sera réalisée par un organisme agréé (opération de 1° ou 2° catégorie ou opération dont la puissance excède 100 KVA) (une personne qualifiée de l'entreprise répondant aux critères définis par l'arrêté du 22 décembre 2011, pour les opérations de 3° catégorie, dont la puissance n'excède pas 100 KVA).

### Installation existante

**Particularités :**

Entreprise titulaire du lot : Lot 01 Désamiantage-Déconstruction

Locaux ou équipements concernés : à préciser

**Généralités :**

Avant toute utilisation de l'installation électrique existante, celle-ci fera l'objet d'une vérification, notamment en termes de mise à la terre et de protection différentielle.

Une vérification initiale devra également être réalisée sur l'alimentation électrique de l'ascenseur existant et maintenu en fonction, depuis l'armoire générale jusqu'au tableau électrique de l'ascenseur.



### Eau potable de chantier de base

Particularités :

- \* Entreprise titulaire du lot : lot N° 01 DESAMIANPAGE DECONSTRUCTION
- \* Emplacement de la vanne d'arrêt générale : A identifier sur site

#### Généralités :

Pendant toute la durée de l'opération, un réseau provisoire de chantier alimentera en eau, les points de puisage nécessaires à la réalisation des travaux.

Cette installation comprendra toutes les vannes de coupure, dérivations nécessaires, ainsi que les éventuelles tranchées, saignées et protections nécessaires au passage du réseau, le comptage et le sous-comptage éventuel, la mise hors gel des réseaux (cordon chauffant obligatoire vers les cantonnements et réseaux de distribution principaux), etc.

## 5. Installations de chantier

### Clôtures de chantier

Particularités :

Entreprise titulaire du lot : Lot 01 Désamiantage-Déconstruction  
En limite de l'emprise : emplacements à préciser le PIC

#### Généralités :

La prestation comprendra la mise en œuvre, dès que nécessaire :

- des clôtures de chantier délimitant l'emprise ;
- de portails, portillon d'accès ;
- d'éléments de clôtures intérieurs à l'emprise, pour matérialisation des circulations piétonnes sécurisées.

Les installations provisoires ci-dessus seront évacuées en fin de travaux, afin de restituer le domaine public en l'état porté au constat réalisé avant démarrage des travaux.

Dès l'arrivée de la grue mobile, les clôtures de chantier délimitant l'emprise seront constituées par des barrières de chantier, fixés sur ossatures assujetties aux sols, compris jambes de force.

Les clôtures de chantier intérieures à l'emprise seront constituées par des éléments grillagés amovibles sur lests, d'une hauteur de 2 mètres minimum.

L'ensemble des éléments ci-dessus, ainsi que tout panneautage de chantier, devra être stable aux vents force 9 sur l'échelle de Beaufort (fort coup de vent). Le bureau d'études de l'entreprise devra justifier par le calcul les dispositions adoptées en termes de tenue des supports (poteaux, lisses), de fixation du bardage et de contreventement.

### Accès piétons

Particularités :

Entreprise titulaire du lot : Lot 01 Désamiantage-Déconstruction  
Accès à l'emprise par portillon et cadenas : code à préciser par l'entreprises

#### Généralités :

Les personnels salariés des entreprises présentes sur site seront tenus de détenir sur eux leur Carte d'Identification Professionnelle des Salariés du Bâtiment et des Travaux Publics, afin d'en permettre le contrôle par les agents de contrôle compétents.

Les artisans seront tenus de présenter leur Carte Professionnelle délivrée par la Chambre des Métiers et de l'Artisanat.

Tout intervenant sans Carte Professionnelle pourra être exclu de l'opération, par le représentant du MOE ou du MOA, jusqu'à régularisation de sa situation.

Le registre unique du personnel de chaque entreprise sera mis à jour quotidiennement et sera disponible sur site.

## Cantonnements

### Particularités :

- \* Entreprise titulaire du lot : Lot 01 Désamiantage-Déconstruction
- \* Capacité d'accueil adapté à l'effectif
- \* Installés dans les existants : Un local base vie et les sanitaires peuvent être mis à disposition dans l'existant ou locaux base vie type bungalows

### Généralités :

Les cantonnements seront implantés de telle sorte que leur accès soit possible sans avoir à traverser des zones en travaux.

Ils comporteront une partie sanitaires, une partie réfectoire, et une partie vestiaires :

Ces cantonnements seront installés dans des salles et des locaux existants mis à disposition par l'établissement.

#### \* SANITAIRES

Conformément aux recommandations de la NT 27 de la CARSAT, ils seront équipés d'un WC, d'un urinoir, ainsi que d'un lavabo, et seront mis à la disposition de tous les intervenants jusqu'à fin des travaux.

Un sanitaire dédié sera mis à disposition du personnel féminin.

L'eau sera potable, à température réglable.

Les locaux seront chauffés.

Ils disposeront en permanence de papier hygiénique, essuie-mains, savons, etc.

#### \* REFECTOIRES

Les réfectoires seront dimensionnés sur la base de 1,5 m2 environ par personne, et permettront d'accueillir tous les intervenants, à chaque phase des travaux, pendant toute la durée de l'opération.

Ils seront chauffés et climatisés.

L'eau sera potable, à température réglable.

Les tables, chaises, four à micro-ondes, réfrigérateurs et éviers, poubelles, etc...seront mis à la disposition de tous les intervenants, à chaque phase des travaux, pendant toute la durée de l'opération.

#### \* VESTIAIRES

Les vestiaires seront dimensionnés sur la base de 1,5 m2 environ par personne, et permettront d'accueillir tous les intervenants, à chaque phase des travaux, pendant toute la durée de l'opération. Les armoires vestiaires mises à disposition de tous les intervenants seront à double compartiment et tablette, avec ventilation haute et basse, condamnation par morillon porte-cadenas.

### Protections contre l'incendie

**Particularités :**

Entreprise titulaire du lot : Ensemble des lots

Emplacement des extincteurs : Emplacement des extincteurs : Sur zones travaux par points chauds

**Généralités :**

Les extincteurs devront avoir fait l'objet d'une vérification périodique de moins d'un an.

Les travaux par points chauds devront cesser deux heures avant le départ des opérateurs (que ce soit pour une pause-déjeuner, ou le soir).

Le soir, ces derniers procéderont, juste avant de quitter le chantier, à une inspection des travaux interrompus deux heures auparavant.

Chaque entreprise utilisatrice de produits inflammables devra le mentionner dans son Plan Particulier de Sécurité (fiches de données de sécurité des produits à annexer au PPSPS).

Chaque entreprise qui effectuera des travaux par points chauds devra approvisionner, à proximité immédiate des postes de travail, des extincteurs adaptés à la nature des travaux réalisés.

Les emballages combustibles seront évacués le plus rapidement possible par chaque entreprise.

Les feux à usage de chauffage, de cuisson, de destruction ou tout autre usage sont strictement interdits sur le chantier.

### Nettoyage des cantonnements

**Particularités :**

Entreprise titulaire du lot : Lot 01 Désamiantage-Déconstruction

Périodicité : Quotidien et Passage d'une entreprise spécialisée de façon hebdomadaire

**Généralités :**

Pendant toute la durée du chantier, le nettoyage des installation sera organisée par l'entreprise au quotidien.

Sur simple constat, après un délai de prévenance 24 heures resté sans réponse, le Maître d'œuvre pourra faire procéder, aux frais de l'entreprise défaillante, au nettoyage ou au remplacement de parties d'installations

### Nettoyage du chantier

**Particularités :**

Entreprise titulaire du lot : Lot 01 Désamiantage-Déconstruction

Périodicité : Quotidienne

**Généralités :**

Les gravais, déchets et décombres seront évacués jusqu'aux points de regroupement convenus, puis chargés dans la benne appropriée.

Les bennes à gravats nécessaires au tri sélectif seront mises à la disposition de tous les corps d'état, pendant toute la durée du chantier.

Leur remplacement devra être effectué à chaque fois que cela s'avérera nécessaire, ou à périodicité fixe, sans jamais que ces bennes ne débordent.

En cas de manquement, et sur simple constat, après un délai de prévenance 24 heures resté sans réponse, le Maître d'œuvre pourra :

- Affecter à chaque entreprise sur site une zone précise du chantier à nettoyer quotidiennement ;
- Ordonner le nettoyage général du chantier, par une entreprise extérieure au chantier, autant de fois que nécessaire.

## 6. Circulations piétons et véhicules

### Ouverture/fermeture du chantier

Entreprise titulaire du lot : Lot 01 Désamiantage-Déconstruction  
Qui ouvre, qui ferme : à préciser  
Horaires : à préciser  
Procédure pour heures supplémentaires : à préciser  
Travaux le samedi : à préciser  
Travaux le Dimanche : à préciser

### Chemins sécurisés piétons

Particularités :  
Entreprise titulaire du lot : Lot 01 Désamiantage-Déconstruction  
Cheminement à préciser au PIC

#### Généralités :

Toutes les circulations provisoires horizontales pour piétons seront sécurisées, libres de tout stockage et déchets, sans accumulation d'eau, etc., pendant toute la durée des travaux, en particulier :

- Entre le portail d'accès et les cantonnements
- Entre les cantonnements et les postes de travail.

Les accès au bâtiment, en nombre limité, seront identifiés, à chaque phase de travaux, et matérialisés aux sols (tapis PVC antidérapant et imputrescible). Si nécessaire, ils seront protégés par des auvents.

Les circulations seront séparées physiquement des voies empruntées par les véhicules et engins, par des GBA dès que nécessaire (zones de retournement des véhicules, pistes de chantier, etc...). Leur entretien et leur adaptation quotidienne, seront dus jusqu'à réception des travaux.

Leur niveau d'éclairage sera d'au moins 40 lux.

Les zones non accessibles aux piétons seront interdites d'accès par barriérage et panneau avertisseur adéquat.

### Circulations verticales piétons

Particularités :  
Entreprise titulaire du lot : Lot 01 Désamiantage-Déconstruction  
Accès : à préciser sur le PIC

#### Généralités :

Toutes les circulations provisoires verticales pour piétons seront sécurisées pendant toute la durée des travaux. Leur niveau d'éclairage sera d'au moins 60 lux.

Les accès de planchers à plancher seront réalisés par le biais de sapine d'accès, ou tout autre dispositif avec emmarchement et rampes de maintien. En aucun cas ces escaliers ne seront utilisés pour acheminer des matériaux.

L'utilisation d'échelles à crinoline, avant réception des travaux, ne sera autorisée qu'après vérification de leur mise en œuvre par la personne compétente de l'entreprise ayant procédé au montage.

## Accès véhicules – livraisons

## Particularités :

Entreprise titulaire du lot : Lot 01 Désamiantage-Déconstruction

A préciser au PIC et au DHOL

## Généralités :

Aucune opération de chargement ou déchargement, quelle que soit sa durée, ne sera autorisée hors de l'emprise des clôtures de chantier.

Chaque aire de livraison sera adaptée, en dimensions au sol comme en capacité de portance, aux opérations de chargement et déchargement de toutes les entreprises, pendant toute la durée des travaux.

## Places de stationnement

## Particularités :

Entreprise titulaire du lot : Lot 01 Désamiantage-Déconstruction

Emplacements : a préciser au PIC

## Généralités :

En aucun cas les places de stationnement ne devront empiéter sur l'aire de livraison et les zones de stockage.

## 7. Stockage

## Aires de stockage - magasins

## Particularités :

Entreprise titulaire du lot : Lot 01 Désamiantage-Déconstruction

Zone / Emplacement : à préciser sur le PIC

## Généralités :

Le Coordonnateur SPS sera en charge de coordonner la délimitation et l'aménagement des zones de stockage désignées par la maîtrise d'Œuvre.

Les zones de stockage devront être adaptées, en dimensions au sol comme en capacité de portance, aux besoins de toutes les entreprises, pendant toute la durée des travaux.

En aucun cas ces zones de stockage ne devront entraver la circulation des piétons comme celle des véhicules.

Chaque entreprise sera en charge d'organiser son stockage en conséquence (limitation des charges introduites, répartition des charges les plus lourdes près des porteurs), et de procéder au balisage comme à l'étalement provisoire éventuellement nécessaire.

Les zones de stockage devront permettre l'élingage et le desélingage de plain-pied.

Réalisation par chaque entreprise des travaux nécessaires, ainsi que de la remise en l'état initial.

## 8. Évacuation des déchets et matériaux

### Bennes de chantier

Particularités :

Entreprise titulaire du lot : Lot 01 Désamiantage-Déconstruction

Emplacement : à préciser sur le PIC

#### Généralités :

L'emplacement prévu pour les bennes devra figurer aux plans d'installation de chantier.

Les opérations de remplacement des bennes devront être entièrement effectuées dans l'emprise.

La manœuvre du porteur sera impérativement guidée par un représentant de l'entreprise ayant commandé le remplacement de la benne.

## 9. Manutention, appro et levage

### Recettes à matériaux échafaudées

Particularités :

Entreprise titulaire du lot : Lot 01 Désamiantage-Déconstruction

Nature et emplacement : à préciser sur le PIC

#### Généralités :

Si nécessaire, des recettes à matériaux échafaudées seront mises en œuvre en façades, intégrées aux échafaudages de façades et seront conçues de telle sorte que le niveau de roulage de la recette corresponde aux planchers à desservir.

Des barrières-écluse permettront leur alimentation par chariot élévateur télescopique.

## 10. Échafaudages

### Échafaudages de pied

Particularités :

\* Titulaire de l'installation : Lot 01 Désamiantage-Déconstruction

\* Mutualisation prévue

\* Entreprises utilisatrices :

- Lot 01 Désamiantage-Déconstruction

- Lot 02 Révision de charpente - Couverture Bac acier

\* Chaque utilisateur réceptionnera l'échafaudage ; cette réception devra être consignée par un P.V. et sur le registre journal.

Les entreprises utilisatrices devront remplir une fiche suivant modèle à faire valider par le coordonnateur sécurité

\* Emplacement : à préciser sur le PIC

#### Généralités :

Les échafaudages, tours, escaliers, sapines, auvents, etc... seront mis en commun pour les lots ravalement, charpente bois, couverture, menuiseries extérieures, métallerie....etc...

Aucune dépose ne sera réalisée tant que les protections définitives n'auront pas été mises en œuvre et validées par le poseur.

Ils formeront protections collectives, et seront montés/démontés avec :

- Obligation de direction des travaux de montage et démontage par une personne compétente (attestation nominative écrite à fournir) ;

- Présentation de la notice de montage du fabricant ;

- Obligation d'examen avant mise ou remise en service par la personne compétente de l'entreprise par un organisme agréé, qui sera désignée dès le début de l'opération. Cette même personne assurera la maintenance quotidienne, les vérifications périodiques, ainsi que les vérifications après chaque modification apportée aux échafaudages.

Ils seront du type MDS, de catégorie 1 uniquement, et mis en œuvre conformément aux dispositions de la parution ED 6074 de l'INRS.

En cas d'impossibilité technique - démontrée - de mise en œuvre d'échafaudages type MDS, les échafaudages devraient être conformes à la recommandation R 408 de la CNMATS, ainsi qu'à l'arrêté du 21 décembre 2004.

Les approvisionnements seront réalisés par mise en place :

- d'un treuil électrique sur monorail ou sur bras articulé, desservant des recettes, implantées selon besoins.

- d'une barrière-écluse sur recette, alimentée par charriot élévateur ;

- d'un monte-charge (type monte-fûts) avec demi-planchers rabattus au passage de la cabine ;

L'accès aux plateaux sera réalisé par le biais d'une sapine.

L'enlèvement des gravois et déchets sera réalisé par le biais de goulottes, positionnées dans les sapines réparties en fonction des besoins, au droit des bennes.

Un examen d'adéquation sera réalisé, en présence du CSPS, avec chacune des entreprises utilisatrices, avant montage. Cet examen comprendra :

- Une réunion, au cours de laquelle les représentants de chaque entreprise utilisatrice préciseront leurs besoins à l'entreprise en charge du montage de l'échafaudage ;

- Une réunion au cours de laquelle l'entreprise en charge du montage de l'échafaudage fera valider les plans de montages. Les éventuelles demandes de modification par les entreprises utilisatrices seront prises en compte ;

- une visite de l'échafaudage, après montage et vérification, au cours de laquelle les représentants de chaque entreprise utilisatrice valideront l'échafaudage. Les éventuelles demandes de modification par les entreprises utilisatrices seront prises en compte.

Les remaniements laissés à l'initiative des lots devront être clairement définis en accord avec les entreprises concernées et l'échafaudeur.

Les conditions de mise en œuvre devront être précisées dans le PPSPS des entreprises : limites de prestations, emplacements précis, planning de pose et dépose, et transmises au Maître d'Œuvre et au Coordonnateur SPS.

En partie supérieure, ils devront dépasser les planchers de travail de 2,5 m minimum.

Ils seront équipés de filets ou bâches sur toute hauteur, notamment autour des sapines de levage, de façon à constituer une protection entre toutes les parties en travaux et les tiers.

Les regards existants sur le trottoir devront être visitables pendant toute la durée des travaux (sauf indication contraire du

concessionnaire).

La partie inférieure sera rendue inaccessible aux tiers par mise en œuvre de bardage de tôles nervurées, sur une hauteur de 4 m, comprenant un portillon d'accès avec condamnation par verrou à code mécanique.

Les échelles mobiles permettant d'accéder aux premiers planchers de l'échafaudage devront être remontées en dehors des heures de travail, y compris pendant les pauses du midi. Elles devront être enchainées et cadénassées à l'échafaudage.

Le dispositif échelle/trappe d'accès aux plateaux d'échafaudage du 2<sup>e</sup> plancher sera sécurisé de la même manière.

Les échelles des autres plateaux seront relevées et les trappe fermées en dehors des heures de travail.

La vérification des échafaudages sera réalisée par un organisme agréé par autocontrôle du monteur.

La maintenance sera quotidienne (y compris remplacement des éléments défectueux).

## 11. Protections Collectives

### EPC provisoires ou définitifs

Particularités :

- Charpente/couverture : Lot 01 Désamiantage-Déconstruction et Lot 02 Révision de charpente - Couverture bac acier

Les protections collectives seront constituées par la mise en œuvre d'échafaudages de pied assurant le rôle de surface de recueil, compris pointes sur pignons et toutes rehausses ponctuelles.

### Généralités :

La prestation portera sur la fourniture, la mise en place, la vérification journalière, la maintenance, le démontage et l'enlèvement des protections collectives.

Les mesures prises pour assurer la continuité, dans le temps, des protections collectives seront précisées dans le PPSPS.

Les protections collectives devront être adaptées aux travaux de chaque corps d'état, et devront permettre la réalisation des travaux de chaque entreprise en sécurité.

Le matériel destiné aux protections collectives sera identifié et exclusivement réservé à cet usage.

Le dispositif provisoire de protection collective ne sera retiré qu'une fois la protection définitive mise en place, et réceptionnée par le Maître d'œuvre.

En cas de dépose de protections collectives non prévue au PPSPS des entreprises, le Maître d'Ouvrage fera appliquer les mesures prévues à l'article « non-respect des dispositions du Code du Travail », figurant au présent PGC, ainsi que les sanctions prévues au Marché de Travaux.

### Protections contre le bruit

Particularités :

Entreprise titulaire du lot : ensemble des lots

### Généralités :

Sur simple demande du Coordonnateur SPS, chaque entreprise devra justifier que les niveaux sonores auxquels sont soumis les travailleurs (exposition quotidienne et pression de crête) la dispensent de :

- Réduire le bruit à la source ;
- Mettre en place des écrans ou bâches acoustiques ;
- Modifier l'organisation du travail ;
- Modifier l'implantation des sources de bruit ;
- Mettre en place des protecteurs auditifs individuels.



## 12. Spécificités complémentaires

### Curage-déconstruction

Particularités :

Entreprise concerné par le lot : Lot 01 Désamiantage-Déconstruction

Zones du chantier concernées : toiture

#### Généralités :

Avant début des travaux, l'entreprise en charge des travaux vérifiera :

- La conformité des diagnostics plomb et amiante « avant travaux » ;
- La solidité des planchers, escaliers, etc. ;
- La consignation effective de tous les réseaux ;
- L'absence de trémies ouvertes, abouts de planchers non protégés, etc. ;
- L'absence de particules de plomb dans les poussières aux sols (lingettes et analyses d'empoussièrement).

L'entreprise en charge des travaux donnera à chaque intervenant la consigne de ne pas intervenir à proximité des MPCA repérés et identifiés par étiquette ou marquage à la bombe de peinture.

Les locaux comportant des matériaux issus de la liste A, classés en niveau 3, seront interdits d'accès aux personnels ne pouvant justifier d'une formation adéquate.

L'entreprise en charge des travaux donnera à chaque intervenant la consigne de ne pas intervenir à proximité des matériaux repérés par la pose d'étiquettes indiquant la présence de peintures au plomb.

Avant toute dépose de garde-corps existants, des protections collectives provisoires seront mises en œuvre.

En cas de dégagement de poussières ou de fumées, des extracteurs d'air THE et des gaines évacuant les poussières en suspension dans l'air vers l'extérieur seront impérativement mis en œuvre par l'entreprise en charge des travaux.

En cas de besoin, des cheminements horizontaux provisoires seront réalisés sur chaque plancher, de façon à permettre la circulation sécurisée des intervenants.

## Démolition

Particularités :

Entreprise concerné par le lot : Lot 01 Désamiantage-Déconstruction

### Généralités :

Avant toute action sur site, l'entreprise en charge des travaux s'assurera :

- Qu'elle est en possession des examens visuels réalisés après désamiantage ;
- Qu'elle est en possession de tous les retours de DICT ;
- Qu'elle est en possession des P.V. de consignations des réseaux ;
- Qu'elle est en possession du diagnostic structure réalisé par son BET (notamment en mitoyen);
- Que les bâtiments et installations sont vides de tout occupant, y compris occupants sans titre ;
- Que le renouvellement de l'air et l'éclairage des postes de travail sont suffisants.

L'entreprise en charge des travaux intégrera la présence de sous-sols dans son mode opératoire et le choix de ses matériels et équipements.

L'entreprise en charge des travaux vérifiera que tous les réseaux électricité, gaz, eau, etc., aériens comme souterrains, ont bien été consignés et déconnectés physiquement, sur l'ensemble des sols et espaces concernant l'opération.

Le mode opératoire retenu par l'entreprise en charge des travaux limitera la transmission des chocs aux constructions et terrains avoisinants.

Les méthodologies de désolidarisation des corps de bâtiments vis-à-vis des constructions mitoyennes feront l'objet d'une étude préalable à toute intervention, visée par le bureau d'études l'entreprise en charge des travaux, et présentée au Maître d'Œuvre ainsi qu'au Coordonnateur SPS.

Avant intervention sur les poteaux, poutres, planchers, l'entreprise en charge des travaux fera valider sa méthodologie par son bureau d'études. Cette méthodologie validée sera communiquée au Maître d'Œuvre ainsi qu'au CSPS, avant démarrage des travaux.

Tous les intervenants présents sur site pendant les opérations de démolition porteront un gilet jaune à bandes rétro-réfléchissantes.

L'entreprise en charge des travaux prendra toutes les dispositions pour limiter l'émission de poussières à la source (brumisation notamment), emploiera des engins avec cabines en surpression, privilégiera l'émiettement et le morcellement et mettra en œuvre tous matériels permettant d'éviter les risques (tapis de sol caoutchouc, tapis-écrans caoutchouc suspendus ou portés, écrans en tôle sur structure échafaudée, filets et bâches, etc.).

L'entreprise en charge des travaux mettra en place au moins un dispositif de brumisation, relié au réseau d'eau potable du chantier, ou alimenté par une cuve autonome.

Chaque bras de pelle mécanique sera équipé d'un dispositif d'arrosage.

En complément, des lances à eau (diamètre 40mm minimum) devront être mises en batteries pour maintenir les tas de gravais humides.

En cas de découverte de parties d'ouvrages suspectes, ou ne correspondant pas aux prévisions et hypothèses prises en compte par le bureau d'études de l'entreprise en charge des travaux, (puits, fosses, fissurations, infiltrations, affaiblissement des porteurs, etc.), le personnel à l'origine de la découverte devra immédiatement assurer la sécurité des autres intervenants, ainsi que des tiers.

L'entreprise en charge des travaux assurera la mise en sécurité du site au moment de son départ : protections collectives en place et vérifiées, sapines d'accès en fond de fouilles, etc...

L'entreprise en charge des travaux fera constater cette mise en sécurité dans un PV présenté au MOE ainsi qu'au CSPS.

### 13. Secours

#### Zone de rassemblement

Particularités :

Entreprise concerné par le lot : Lot 01 Désamiantage-Déconstruction

Emplacement : à définir au PIC

#### Généralités :

La zone de rassemblement sera désignée, au début des travaux, et si nécessaire, à chaque phase de travaux, par le CSPS.

Son emplacement sera consigné dans le CR de chantier, et porté à la connaissance de tous les intervenants par chaque entreprise.

Dès que la sirène retentira, tous les intervenants sur site devront mettre en sécurité leur poste de travail, puis gagner, dans le calme, la zone de regroupement convenue.

#### Trousse de secours

Particularités :

Entreprise concerné par le lot : ensemble des lots

Emplacement : Véhicules d'entreprises + base vie

#### Généralités :

Chaque entreprise devra posséder, sur le site, au moins une boîte de premiers secours, à vérifier - et éventuellement à compléter - régulièrement.

Le jour de leur arrivée sur le chantier, les salariés seront informés de l'endroit où ces boîtes sont placées.

#### SST

Particularités :

Entreprise(s) titulaire(s) du lot : ensemble des lots

#### Généralités :

Les entreprises désignées assureront la présence permanente sur le chantier des S.S.T., dans le nombre requis en fonction des effectifs totaux présents sur le chantier chaque jour.

#### Procédure d'évacuation

Particularités :

\* Ensemble des lots

\* Personnel désigné pour accueillir les secours : Chef d'équipe et/ou SST

\* Appliquer et prendre connaissance des procédures internes (plan d'évacuation, consigne particulière : information en cours d'obtention)

#### Généralités :

Les procédures de secours et d'évacuation en cas d'accident devront avoir été enseignées à chaque intervenant, lors de son accueil sur site, par le chef de chantier de chaque entreprise. Le CSPS, l'inspection du travail, la CARSAT et l'OPPBTP devront également être avisés dans les 48 heures.

Pendant toute la durée des travaux, l'accès des pompiers ainsi que des véhicules du SAMU, y compris la nuit, devra être possible à tout moment.

Aucun stockage, aucune opération de déchargement, aucun stationnement, ne sera réalisé sur ces accès.

## Mesures de coordination prises par le CSPS en concertation avec le maître d'œuvre et les sujétions qui en découlent

### 1. Autorité et moyens donnés au CSPS

Le MOA donne accès au CSPS à toutes les parties et locaux concernés par l'opération.

Le CSPS a autorité pour arrêter seul un poste de travail, en cas de danger grave et imminent.

Chaque entreprise donnera instruction à son personnel, à l'arrivée sur le site, de prendre en compte sans délai les demandes du CSPS.

### 2. Modalités d'interventions

La coordination de chantier en termes de sécurité et de protection de la santé sera notamment réalisée lors des réunions de chantier, à l'initiative du CSPS. Le MOE aménagera le temps nécessaire à l'intervention du CSPS en lui donnant la parole à tout moment, procédure à convenir pendant la période de préparation.

Chaque entreprise présente sera alors invitée à exposer la nature de ses propres travaux, approvisionnements, emports, etc... prévus dans la période de temps précisée par le Coordonnateur.

Chaque entreprise présente sera tenue de réagir à chaque exposé, en faisant notamment ressortir les problématiques prévisibles en termes de co-activité, de superpositions de tâches, d'approvisionnements, de rotations de bennes, etc....

Le MOE signalera au CSPS les interventions prévues par les entreprises non représentées à la réunion.

Le CSPS et le MOE prendront ensemble les dispositions nécessaires pour coordonner et sécuriser les interventions exposées par chaque entreprise.

Le CSPS pourra demander au MOE de modifier le planning des travaux, s'il le juge nécessaire en raison des risques liés à la superposition de tâches, la co-activité, la circulation sur le chantier, le stockage, etc...

En cas de désaccord entre le MOE et le CSPS, le CSPS invitera le MOA à se prononcer.

Le MOA informera par mail le CSPS de l'agrément de chaque entreprise, y compris sous-traitants. En l'absence, aucune Visite d'Inspection Commune ne sera réalisée par le CSPS.

Les fiches d'observations et compte-rendus de Visites d'Inspection Communes seront diffusées par le CSPS, par mail, aux intervenants concernés, le MOE et le MOA étant systématiquement tenus en copie.

Les intervenants transmettront au CSPS tous leurs documents au format PDF.

### 3. VIC - P.P.S.P.S.

Le Maître d'Ouvrage informera le CSPS, par tous moyens traçables à sa convenance, de la signature du marché avec les entreprises titulaires et de l'agrément des sous-traitants. Les entreprises non agréées ou non titulaires de lot ne seront pas autorisées à effectuer leur Visite d'Inspection Commune.

L'entrepreneur titulaire ou agréé informera le CSPS de son intention de commencer ses travaux au moins 10 jours avant la date qu'il aura retenue, et lui fera parvenir dans le même temps son projet de PPSPS. Le CSPS convoquera l'entrepreneur à sa Visite d'Inspection Commune, qui se déroulera obligatoirement au cours d'une réunion hebdomadaire de chantier.

Cette Visite d'Inspection Commune se déroulera obligatoirement en présence du représentant de l'Entreprise Générale.

En cas de sous-traitance, cette Visite d'Inspection Commune se déroulera obligatoirement en présence de l'entreprise titulaire du lot.

Avant toute intervention sur le chantier, chaque entreprise (y compris sous-traitante) devra établir et remettre au Coordonnateur Sécurité son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S).

Un exemplaire de ce document devra être consultable en permanence du chantier, et consultable à tout moment.

Chaque entreprise sera tenue d'informer par écrit le Coordonnateur SPS de tout changement dans la masse ou la nature des travaux à effectuer ou de délai contractuels et de toutes modifications susceptibles d'engendrer des risques liés à la co-activité, à la superposition de tâches.

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, chaque entreprise complètera son PPSPS par l'adjonction de notes méthodologiques détaillant la manière de réaliser, en sécurité, les différents types de travaux prévus à son marché de travaux ainsi qu'à tous ses avenants.

Ces notes devront être transmises au CSPS 10 jours avant démarrage des travaux, afin de permettre l'harmonisation des PPSPS de l'opération.

### 4. Accueil sur site et formation

Les personnels de chaque entreprise, les intérimaires, les conducteurs d'engins comme de véhicules, devront avoir reçu, avant leur arrivée sur le chantier, une information pratique en matière de sécurité appropriée au site, et à la nature des travaux à effectuer.

Chaque entreprise sera tenue d'y veiller quotidiennement.

Cette formation, qui sera assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe de chaque entreprise, devra porter sur :

- Les conditions de circulation des personnes sur le chantier, et autour du chantier ;
- Les conditions et horaires d'approvisionnement et emports ;
- Les conditions de sécurité adoptées par chaque entreprise pour l'exécution des travaux ;
- Les dispositions à prendre en cas d'accident ;
- Le contenu (et l'emplacement) de la boîte de premier secours.

### 5. Modalités de coopération

Chaque matin, les chefs d'équipe de chaque entreprise intervenant avec un risque lié à leur co-activité conviendront des zones d'intervention attribuées à chacun pour la journée. Cet accord, après concertation, devra être porté au registre de sécurité, et contresigné par les chefs d'équipes.

Chaque entreprise générant des risques exportés figurant dans son PPSPS sera en charge du balisage ou de la restriction d'accès, délimitant ainsi un périmètre de sécurité.

Chaque entreprise intervenant à proximité d'un poste de travail en activité sera tenue de signaler immédiatement sa présence aux personnels affectés à ce poste, et de préciser la nature des interventions prévues.

## 6. Enchaînement des tâches

Chaque entreprise sera en charge du respect de l'enchaînement des tâches prévues à son planning et dans la méthodologie des sous-traitants.

Chaque entreprise alertera par mail le Maître d'Œuvre et le CSPS de tout décalage entre l'enchaînement des tâches prévu au planning, et les conditions réelles d'exécution, ce décalage pouvant entraîner un risque lié à une coactivité ou une superposition de tâches.

## 7. Travaux superposés

Les chefs d'équipe de chaque entreprise intervenant avec risque de superposition de tâche conviendront des zones d'intervention attribuées à chacun pour la journée. Cet accord, après concertation, devra être porté au registre de sécurité, et contresigné par les chefs d'équipes.

Cependant, avant de réaliser des travaux en élévation, chaque entreprise devra, de sa propre initiative, interdire la circulation des personnels en dessous et à l'aplomb de sa zone de travaux.

Cette interdiction d'accès sera assurée par la mise en place, la maintenance et l'enlèvement en fin de travaux, de barrières rigides (1m de hauteur minimum - type Heras, barrière police, lisses PVC sur cônes, auvents, filets, etc.), fermement assujetties aux sols.

Aucun intervenant ne sera autorisé à opérer sur une zone située en-dessous d'un poste de travail préexistant.

## 8. Visite et courrier des Organismes

Chaque entreprise sera tenue de signaler sous 24 h, au CSPS, au MOE et au MOA, la visite sur site d'un représentant de la CARSAT ou de l'Inspection du Travail.

Chaque entreprise sera tenue de transmettre sous 24 h, au CSPS, tout courrier adressé par les Organismes Officiels de Prévention, portant sur les travaux de la présente opération.

## 9. Non-respect du Code du Travail

Le non-respect des dispositions figurant au Code du Travail, Code de la Santé Publique, etc., peut entraîner un arrêt de poste, ou un arrêt de chantier, par les autorités administratives, par le Maître d'œuvre ou par le Maître d'Ouvrage.

**Cadre du document harmonisé d'organisation des livraisons en sécurité (DHOL)****Partie à remplir par le CSPS****DHOL**

Adresse pour accès véhicules au chantier

rue du Docteur Goupil Immeuble "La Varende" - 27250 RUGLES

Contraintes horaires et livraisons

A définir

Moyens de levage partagés disponibles

A définir

Zones tampons de stationnement

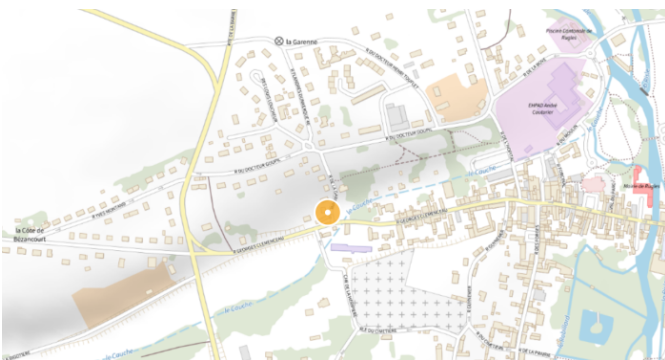
A définir

Quais de déchargement partagés disponibles

-

Contraintes particulières du site

A définir - Milieu occupé



Partie à remplir par l'entreprise	
Nom de l'Entreprise	Adresse
Nom du réceptionnaire	Téléphone GSN/mail
Plage horaire de livraison	
Nom du Chef de manœuvre	Téléphone GSN/mail
Hauteur libre et largeur libre du portail d'accès véhicules	Dimensions de la zone de déchargement et surcharge admissible
Nature du sol de la zone de déchargement	Engin de levage utilisé pour l'opération.
Engins de manutention disponibles pour l'opération	Obstacles à prendre en compte lors de l'opération
Capacité de levage de la grue de chantier	Surface et charge utile de la recette à matériaux